

Santé. « malgré la crise sanitaire, la situation économique ne se dégrade pas. En revanche, il y a des tensions dans les effectifs », a confié Yann Pilatre, directeur de la clinique mutualiste du Médoc, qui a dévoilé de nombreux projets pour poursuivre la rénovation et consolider l'offre de soins de l'établissement.

Une école d'infirmières en projet à la clinique de Lesparre

C'est le projet phare annoncé par Yann Pilatre, directeur général du Pavillon de la Mutualité (groupe VYV) à l'occasion d'une rencontre consacrée à l'actualité et à l'avenir de la clinique mutualiste du Médoc, mardi 7 décembre. L'établissement de santé médocain travaille à la création d'un institut de formation en soins infirmiers (IFSI). Un projet qui a été accueilli favorablement par le conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, mais aussi par La Croix Rouge, qui pourrait s'investir en tant que partenaire. La volonté du porteur de projet est de trouver un partenariat avec un institut de formation déjà présent en Gironde. Cette école, qui devrait accueillir 20 élèves, pourrait être implantée sur le site de la clinique : c'est en tout cas le souhait du Pavillon de la Mutualité, avec une ouverture attendue dès septembre 2022. Le territoire accueille toutes les spécialités (établissement de santé, services de soins infirmiers à domicile, Ehpad) qui permettront de former les futures infirmières lors de stages. « C'est un vrai projet d'aménagement du territoire, a expliqué le directeur, en présence de Robert Germon, président du Pavillon de la Mutualité. Si on arrive à former des professionnels de santé et à les conserver en Médoc, c'est une bonne chose pour les établissements, et pas seulement pour la clinique, qui sont confrontés à une pénurie d'infirmières. »

20 postes vacants

Lors de sa présentation, Yann Pilatre n'a pas caché que la clinique souffrait du même mal depuis des années : des tensions dans les effectifs. « C'est un poids lourd pour l'établissement », a-t-il lâché. Les postes d'infirmières sont particulièrement touchés. « En réalité, il n'y a pas un métier où l'on n'est pas en tension », a-t-il reconnu. La crise sanitaire n'a pas arrangé la situation avec une partie du personnel qui a arrêté, une autre qui s'est engagée dans les centres de vaccination ou de test, mais aussi les nombreux arrêts maladies liés au Covid-19, dont certains de longue durée. La clinique compte à ce jour 20 postes vacants sur un total de 350 salariés. « Cette tension est plus forte qu'avant car on arrivait à compenser avec de l'intérim. Aujourd'hui, il n'y a plus d'intérim, a-t-il confié. On n'est pas dans la rupture, mais on sent qu'il n'en faut pas beaucoup pour être au bord de la rupture. »

Les problèmes d'effectifs atteignent surtout le service des urgences avec une pénurie de médecins urgentistes. « L'été a été cataclysmique, confirme le directeur. On a pu répondre au besoin du territoire, mais on a eu jusqu'à 120 passages jour avec parfois seulement deux médecins urgentistes et trois infirmiers. » Autre service en tension, la maternité, qui manque de sages-femmes. Le départ des deux obstétriciens a été en revanche compensé. Pour maintenir ce service, un partenariat a été trouvé avec la clinique Bordeaux-Nord et le CHU de Bordeaux, sous l'égide de l'Agence régionale de santé Nouvelle Aquitaine.

La clinique de Lesparre-Médoc présente un résultat déficitaire cette année encore (- 500 000 euros) en raison du coût de l'intérim, qui a explosé notamment chez les médecins urgentistes. « L'enjeu de la stabilisation de nos équipes est primordial pour la qualité de soin mais aussi pour nos finances », a reconnu le directeur. Cependant, la situation économique de

l'établissement ne s'est pas dégradée malgré la crise sanitaire. « C'est plutôt une bonne nouvelle, a-t-il ajouté. Pendant longtemps, le déficit abyssal de l'établissement a été l'une de nos préoccupations. L'équilibre économique général de l'établissement n'est pas mis à mal par la crise. Le fait d'avoir abandonné la tarification d'activité pour basculer à la garantie de financement a permis de stabiliser les recettes en période de crise. » Le directeur s'est également réjoui du soutien apporté par l'État dans le cadre du Ségur de la santé. Un financement de 2,9 millions d'euros étalé sur 9 ans permet de stabiliser la situation financière de l'établissement. L'ARS a aussi alloué un budget de 193 000 euros, qui sera reconduit en 2022, pour améliorer les conditions de travail. Enfin, les salaires des soignants ont augmenté. « Un effort considérable mis sur la table par les pouvoirs publics pour soutenir les professionnels de santé », a dit Lionel Lagarde, le sous-préfet de Lesparre, expliquant que le médecin fait partie des trois métiers vitaux, avec l'agriculteur et l'enseignant.

Poursuite de la rénovation de la clinique

Un dossier « Ségur Investissement » a été déposé pour poursuivre la rénovation de l'établissement et consolider l'offre de soins sur le territoire. Un chantier commencé il y a environ 6 ans. Différents projets y sont inscrits, comme l'extension du service Soins de Suite et de Réadaptation (SSR), validée par l'ARS, qui va passer de 30 à 60 lits fin 2023. Le service va être implanté à la place de la radiologie. « Cette extension va donner plus de moyens en termes d'accueil des patients et donner plus d'air à l'aval des urgences », a précisé Yann Pilatre. Il y a aussi la création d'un service de post-urgence (8 lits d'aval) pour les hospitalisations de courte durée. Par manque de place, certains patients pris en charge par le service des urgences sont renvoyés chez eux avant de revenir. Ce nouveau service, qui doit ouvrir ses premiers lits dans les prochaines semaines, évitera ce genre de situation. La création de chambres particulières est également au programme. Tous ces projets verront le jour dans les trois ans de travaux, pour un montant de 12 millions d'euros d'investissement. Après avoir été retenu par l'ARS, le dossier « Ségur Investissement » a été déposé le 30 novembre et attend sa validation. « Il fait partie de la deuxième vague », a annoncé Bénédicte Motte, directrice départementale de la Gironde pour l'ARS, précisant que le Médoc a été ciblé comme territoire prioritaire en Gironde, avec le Blayais et le Sud-Gironde.

Parmi les autres chantiers de la clinique. L'ouverture du nouveau pôle de radiologie dans les prochains jours (coût : 3 millions d'euros). Le service se trouve actuellement au sein des services d'hospitalisation de la clinique, ce qui génère de nombreux flux de patients. Sa future implantation va permettre un accès direct depuis l'extérieur. L'unité de dialyse, créée en 2016 avec six places (huit actuellement) en partenariat avec le CHU de Bordeaux, va s'agrandir en janvier prochain. Avec désormais 12 places, 3 460 séances de dialyse pourront être proposées chaque année (environ 2 400 en 2021).

Le directeur de la clinique s'est montré satisfait des résultats de la visite de la Haute autorité de santé dans le but d'obtenir la certification V2020. Le score global de satisfaction au référentiel dépasse 91 %. « Une note tout à fait remarquable », a souligné Bénédicte Motte.

par Mathieu Courraze

Journal du Médoc, le 9 décembre 2021